

Elisabeth Badinter

« La sainte alliance des réactionnaires »

La philosophe s'inquiète de l'offensive menée par les mouvements anti-IVG au nom d'une idéologie qui défie la nature et interdit à la femme le droit de contrôler librement sa procréation

Entretien

Philosophe, Elisabeth Badinter n'a cessé de questionner les rapports entre les hommes et les femmes et de promouvoir un féminisme progressiste et républicain. Essayiste, elle s'attache à réfuter l'idée d'un amour maternel inné (*L'Amour en plus*, Flammarion, 1980), à défendre une ressemblance entre les sexes (*L'un est l'autre*, Odile Jacob, 1986), à étudier les racines de l'emprise des religions sur le corps des femmes ou bien encore à critiquer les impasses du néoféminisme (*Fausse route*, Odile Jacob, 2003). Pour *Le Monde*, Elisabeth Badinter revient sur le mouvement #metoo et s'alarme de l'offensive d'une nouvelle droite catholique et identitaire contre les libertés des femmes, comme le droit à l'avortement.

Interdiction des relations sexuelles entre majeurs et moins de 15 ans, allongement des délais de prescription pour les crimes sexuels sur les mineurs, élargissement de la définition du harcèlement sexuel et moral...

Le projet de loi présenté par Marlène Schiappa, secrétaire d'Etat chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, et Nicole Belloubet, ministre de la justice, va-t-il dans le bon sens ?

Je suis contente que l'on ait tenu compte des avertissements du Conseil d'Etat contre les condamnations automatiques de jeunes majeurs qui auraient des relations sexuelles avec une adolescente de moins de 15 ans. En revanche, je regrette que l'âge du consentement soit fixé si tard et souhaite vivement que l'on tienne compte des observations du planning familial concernant les différences de maturité entre adolescents de 13 à 14 ans. Enfin, la notion d'« outrage sexiste » me paraît englober des comportements très différents. Il me semble que l'on ne devrait sanctionner que les situations dangereuses, telles un homme qui vous suit de façon agressive ou des gestes inconvenants sur le corps des femmes. Mais pas les sifflements et paroles déplacées qui relèvent de l'éducation.

Ces mesures s'inscrivent dans le prolongement de l'affaire Weinstein et des mouvements #metoo et #balancetonporc. Ont-ils été salutaires ?

Au tout début, l'initiative me semblait vraiment intéressante, c'était du jamais-vu. Les réseaux sociaux ont permis l'émergence de ces voix de femmes étouffées qui pouvaient enfin dénoncer les agressions sexuelles dont elles étaient l'objet. Et puis j'ai trouvé que ça commençait à dérapier, comme en témoigne la violence incroyable suscitée par la publication dans *Le Monde*, en janvier, de la tribune dite des 100 femmes. Que l'on critique certains passages du texte, je le conçois très bien, mais il y avait quelque chose de haineux dans les réactions de certaines, notamment à l'égard de Catherine Deneuve. C'est une femme de ma génération et je lui ai toujours été reconnaissante, comme aux 343 femmes, d'avoir signé en 1971 le manifeste sur l'avortement. On peut être féministe et farouchement contre les dérives de #balancetonporc.

Quelles sont-elles ?

Les hommes doivent se remettre en question. C'est essentiel. Et, en même temps, je me suis demandé comment je prendrais tout cela si j'étais un homme. A en écouter certains de moins de 40 ans, j'ai compris qu'ils étaient « tétanisés » par cette situation. D'autre part, l'appel à la

dénonciation par les réseaux sociaux me heurte. Le lynchage médiatique ne peut pas se substituer à la justice, c'est un principe sacré de la démocratie.

Que reprochez-vous aux militantes « néoféministes » ?

Les néoféministes se sont emparées de la parole des femmes qui ont spontanément lancé ce mouvement pour asseoir l'idée selon laquelle la plupart des hommes sont porteurs de violence à leur égard. Sans compter qu'elles ont minoré la question sociale. Selon une statistique du ministère du travail [*Dares analyses*, n° 002], sortie en janvier, les femmes qui exercent un travail précaire ont 78 % de plus de risques d'être harcelées que les femmes qui ont un travail stable. Or, cette affaire de différences sociales a été très peu abordée. Il fallait, pour les néoféministes, que toutes soient dans la même situation. De fait, tous les chiffres ou remarques de ce genre ont été considérés comme un coup de couteau porté à l'unité, à l'union des femmes. Selon elles, toutes les femmes pourraient être de potentielles agressées ou victimes, et un homme sur deux ou un sur trois des agresseurs. Mais cette vision du monde, victimaire et essentialiste, et qui oublie la question sociale, ne me convient pas.

Prend-on suffisamment la mesure du retour du religieux qui s'opère sur tous les fronts, de l'avortement à la procréation médicalement assistée (PMA), et remet en cause nombre de conquêtes des femmes ?

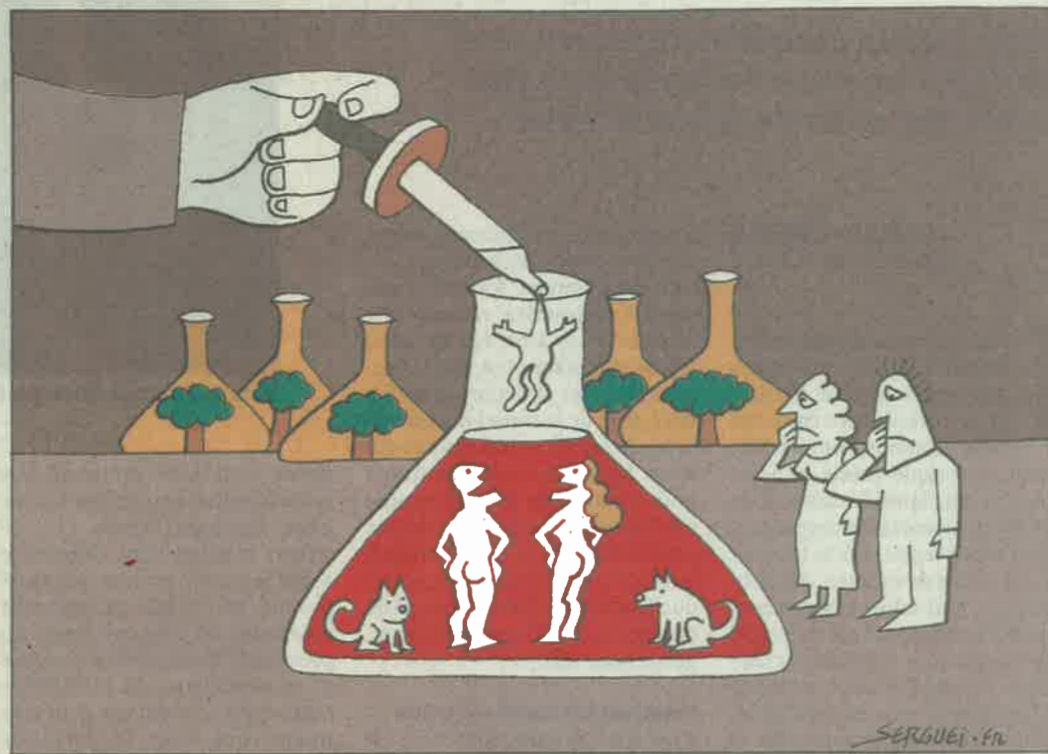
Non. On sait que l'avortement est condamné par l'Eglise catholique. Mais, au fond, depuis la loi Veil, on ne l'entendait plus vraiment sur cette question. Chaque année, quelque 30 ou 40 militants s'enchaînaient devant l'Assemblée nationale pour dénoncer l'avortement, mais ça n'allait pas plus loin. Or, en 2016, un matin, j'ai entendu à la radio un évêque condamner clairement l'avortement. Il disait que c'était un crime, un homicide, que l'on tuait un enfant. Je n'avais pas entendu ce type de discours de la part d'un homme d'Eglise haut placé depuis longtemps. Et, au moment des primaires de la droite, lors de la campagne présidentielle, je me suis rendu compte que l'on commençait aussi, chez certains politiques, tel François Fillon, à remettre la question de l'avortement sur la place publique.

Lors de la campagne présidentielle, François Fillon a déclaré que, à titre personnel, il n'était pas favorable à l'avortement, reprenant les convictions d'une partie de son électorat porté par le succès de La Manif pour tous. Avez-vous mesuré l'ampleur de ce mouvement social ?

J'aurais dû me dire, après avoir vu des centaines de milliers de gens manifester en 2014 contre le mariage pour tous, qu'il était logique que les plus jeunes créent des réseaux pour défendre leurs idées. Il y a aujourd'hui une force militante toute nouvelle qui se bat pour la suppression de

« LES DROITS DES FEMMES NE SONT PAS INSCRITS DANS LE MARBRE ET PEUVENT ÊTRE REMIS EN CAUSE »

CARTE BLANCHE - SERGUEI | Un monde artificiel



« LE PRÉSIDENT MACRON VIENT HÉLAS DE DONNER AUX BERNARDINS LE SIGNAL LE PLUS INQUIÉTANT DU GRAND RETOUR EN ARRIÈRE »

ignorants de ce qui est en train de se jouer, et c'est pour cela que je suis très reconnaissante à Alexandra Jousset et Andrea Rawlins-Gaston d'avoir réalisé ce documentaire. Elles ont tiré le signal d'alarme.

Comment expliquez-vous l'éclosion de cette génération conservatrice et parfois même ultraréactionnaire ?

Le vent souffle à droite. Et cette nouvelle génération en appelle à des repères qu'elle croit neufs, mais qui sont fort anciens : Dieu et la nature. Ce qui est étrange, c'est qu'une partie de la droite et de la gauche se retrouve parfois sur certains points. L'extrême droite et une partie de l'extrême gauche sont devenues les avocats les plus passionnés de la parole religieuse, qu'elles veulent remettre au centre du débat public. Et force est de constater que ça ne marche pas si mal. Au sein des trois religions monothéistes, le radicalisme monte en puissance. L'extrême droite se présente aujourd'hui comme pratiquante, l'extrême gauche, elle, défend le plus souvent les libertés religieuses, parce qu'elle considère que critiquer une religion, en l'occurrence l'islam, est une forme de racisme. Et, au milieu de tout cela, il y a une majorité muette et inconsciente du danger qui pèse sur ses droits. Un ventre mou qui n'a pas réalisé qu'il n'y a pas de féminisme sans laïcité.

Dans ces conditions, comment défendre un féminisme à la fois républicain et progressiste ?

Il faut défendre la laïcité, or les troupes ne sont pas là. Il est impératif de relier la question des libertés personnelles, individuelles, féminines, à la neutralité absolue d'un Etat laïque qui n'a pas à se conformer à la parole religieuse. On aimerait voir des jeunes gens enthousiastes du côté des progressistes de gauche engagés pour la défense de ces libertés, qui ont été si difficiles à acquérir. Je trouve les hommes politiques si peu courageux sur cette question de la position à adopter face aux Eglises. Il y a quand même le livre de Marlène Schiappa, *Laïcité, point!* (L'Aube, 2017), qui est impeccable sur le sujet, mais je la trouve bien seule. Certaines féministes ont déjà essayé de nous mettre en garde sur la difficulté grandissante d'avorter. On ne les a pas entendues et peut-être s'est-on dit qu'elles exagéraient. Or il faut garder en tête les avertissements de Simone de Beauvoir et de Benoîte Groult : les droits des femmes ne sont pas inscrits dans le marbre et peuvent être remis en cause.

Les Etats généraux de la bioéthique réactivent les débats idéologiques sur la gestation pour autrui (GPA), combattue par la droite, mais aussi par une partie de la gauche. Pour quelles raisons y êtes-vous favorable ?

Je suis bien entendu pour la PMA et également favorable à une GPA encadrée, qui protège toutes les parties contre les dérives commerciales possibles. Ce qui signifie : un salaire modeste pour la mère porteuse et le remboursement de tous ses frais. Par ailleurs, les enfants nés dans ces conditions, nous le savons par des études américaines, ne sont pas plus que les autres un gibier pour psy. D'autre part, les femmes qui acceptent de porter un enfant pour un couple homo ou hétéro, sans donner leurs ovocytes, ne sont pas traumatisées par cette expérience. Elles sont des nourrices bienveillantes. Elles ont beau le clamer, on refuse de les entendre. Certes, leur nombre est limité, mais pourquoi ne pas admettre qu'elles le ressentent comme un acte gratifiant de générosité. Pourquoi méconnaître le cas des femmes qui aiment être enceintes sans pour autant vouloir élever un enfant ? Pourquoi nier que l'« instinct » maternel n'est pas universel, notamment durant la grossesse et parfois même après la naissance de l'enfant ? Il faut en finir avec l'idée que l'amour maternel est automatique.

Emmanuel Macron a-t-il eu raison de déclarer à la Conférence des évêques de France qu'il fallait « réparer » « le lien entre l'Eglise et l'Etat » qu'il juge « abîmé » ?

Cette attaque frontale de la loi de 1905 est une grande première. Jusqu'à ce jour, tous les présidents de la République, quelle que soit leur conviction spirituelle, se sont fait un devoir de défendre les institutions et les principes républicains. La laïcité qui sépare le temporel du spirituel et traite à égalité croyants et non-croyants est l'un de ces principes qui fondent l'identité de notre pays et nous permet de vivre paisiblement les uns avec les autres. Par ailleurs, il est difficile de comprendre en quoi les catholiques sont maltraités. Ces derniers, de gauche ou de droite, ont toute latitude d'exprimer leurs convictions. Alors pourquoi cet appel aux catholiques à faire de la politique, comme si je ne sais quelle force les baïllonnait ? Est-ce le désir qu'un communautarisme religieux s'installe dans notre pays ? Laissons la politique gérer la cité et les religions s'occuper des croyants. C'est bien grâce à cette séparation de l'Eglise et de l'Etat que les femmes ont acquis des libertés et des droits que l'Eglise leur a si longtemps refusés, tels le vote, la contraception ou l'avortement. Les Eglises interdisent au nom de Dieu, alors que la laïcité est libératrice. Sans cette dernière, les femmes seraient toujours des citoyennes de seconde zone, soumises à leur mari, et les homosexuels des parias. Force est de constater que le président Macron vient, hélas, de donner aux Bernardins le signal le plus inquiétant du grand retour en arrière. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR NICOLAS TRUONG